la cgt
Union Régionale
Île-de-France

Note le gouvernement

Lundi 15 septembre, la CGT a rencontré le nouveau Premier ministre pour exiger des actes de rupture immédiats avec la politique du passage en force au service des plus riches, des très grandes entreprises, des actionnaires et du CAC 40.

Nous avons posé au Premier ministre des questions très précises et obtenu très peu de réponses. Cela confirme que le budget Bayrou, n'est, à ce stade absolument pas enterré. La mobilisation ce jeudi 2 octobre est donc indispensable.

Êtes-vous prêts à enterrer :

1. La suppression de 2 jours fériés
2. Le gel des pensions de retraites et donc leur baisse à cause de l'inflation
3. La suppression de 3 000 postes et le gel, donc la baisse, des salaires de la Fonction publique
4. Le gel des prestations sociales, donc leur baisse à cause de l'inflation
5. Le doublement des franchises médicales (jusque 200 € de reste à charge / an pour les malades)
6. La énième attaque contre l'assurance chômage et celles et ceux qui subissent les licenciements
7. L'affaiblissement (encore) du Code du Travail et des droits des salariées
8. La loi qui fragiliserait l'indépendance de l'audiovisuel public
9. La loi Duplomb et ses risques pour la santé
10. La précarisation organisée des travailleuses et travailleurs immigré·es

Êtes-vous prêts à répondre aux exigences sociales :

11. L'abrogation immédiate de la retraite à 64 ans imposée par 49-3
12. L'augmentation des moyens pour nos services publics : nos hôpitaux, nos écoles ; nos universités, nos infrastructures et les politiques culturelles
13. L'augmentation des salaires et des pensions
14. La justice fiscale (taxation des patrimoines, dividendes et rachats d'action, rétablissement de l'ISF)
15. La remise à plat et le conditionnement des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux grandes entreprises privées et la mise en place d'un droit de veto des représentant·es des salarié·es
16. L'arrêt des licenciements et l'organisation d'Assises de l'industrie pour réindustrialiser et relocaliser l'économie
17. L'égalité professionnelle réelle entre les femmes et les hommes
18. Adoption de la loi GM&S pour responsabiliser les donneurs d'ordre et protéger les petites entreprises
19. Une loi contre la vie chère dans les outre-mers
20. La fin des passages en force et le respect de la démocratie sociale au niveau national comme dans les entreprises

Sébastien Lecornu : 1/20

Nous voulons la justice fiscale et sociale. Plus il y aura de grèves et de manifestant·es le jeudi 2 octobre, plus nous pouvons imposer notre agenda social et changer le résultat. Encore un effort !

la cgt
Union Régionale
Île-de-France

CONTRE L'AUSTÉRITÉ, LE 2 OCTOBRE : ON CONTINUE !

Au mépris de la puissante mobilisation du jeudi 18 septembre, le nouveau Premier Ministre Sébastien LECORNU a confirmé l'orientation austéritaire de sa politique.

En effet, excepté l'annonce du retrait de la suppression de 2 jours fériés dans l'élaboration du budget 2026, les autres annonces s'inscrivent dans les désidératas du patronat. Ainsi, la nomination de deux hauts fonctionnaires à la tête d'une mission "État efficace" ressemble au fameux Département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) que Donald TRUMP avait confié à Elon MUSK.

Avec ce genre d'annonce, le patronat peut continuer à utiliser sans vergogne l'argent public dont les entreprises disposent au travers des milliers de dispositifs d'aides et d'allègements de cotisations en tout genre.

En refusant de prendre à bras le corps le conditionnement et le contrôle de l'utilisation des fonds publics, le Gouvernement démontre sa connivence avec le patronat dans la construction d'**une politique au service, non pas de l'emploi et du développement économique, mais bel et bien au service des profits du capital !**

Si la clarification de l'organisation de l'État et l'efficacité des services publics est une priorité : cela ne peut se traduire en une réduction des services publics de proximité ou encore en une diminution des moyens humains, matériels et financiers, nécessaires à la réalisation des différentes missions essentielles au quotidien de la population.

Le Premier Ministre aurait pu aussi annoncer des mesures concrètes pour lutter contre la fraude fiscale et sociale qui amputent les ressources de notre régime de protection sociale de près de 13 milliards €, dont près de 6,9 milliards € pour le seul régime de sécurité sociale.

Le quotidien de millions de salarié.e.s, de retraité.e.s, de privé.e.s d'emploi et d'étudiant.e.s est aujourd'hui marqué par la question, non plus de "boucler la fin du mois", mais tout simplement de pouvoir le commencer.

C'est bien la question du choix de société qui se présente à nous et de l'utilisation des richesses créées par le travail et de l'utilisation de l'argent, surtout de l'argent public.

Plus que jamais la mobilisation du plus grand nombre par la grève et la manifestation est nécessaire pour gagner des hausses de salaires, abroger la réforme des retraites, stopper les licenciements, protéger notre Sécurité sociale, financer nos services publics sur tout le territoire...

MANIFESTATION UNITAIRE
JEUDI 2 OCTOBRE, 14H00
PLACE D'ITALIE